

ENTRETIEN AVEC PASCAL SALIN,
ÉCONOMISTE LIBÉRAL FRANÇAIS

«Le libéral : un anarchiste qui défend la propriété»

Professeur d'économie mais franchement plus philosophe qu'économiste, Pascal Salin porte haut l'étendard du courant libéral français. Il se sent toutefois bien seul dans son pays, où l'idéologie «étatique» baigne la droite comme la gauche. Rencontre avec un libéral au sens premier du terme.

ISOPHX

Ses détracteurs le qualifient parfois de «théologien du libéralisme». C'est peut-être un hommage involontaire car, si la religion est absente de son enseignement, c'est au plus haut niveau de pensée que se situe son discours libéral : la liberté de l'être humain. De sorte que, pour lui, le libéralisme n'est pas seulement un humanisme, mais bien l'Humanisme. Peu répandu en Europe en général et en France en particulier, a-t-il regretté à la tribune de l'Institut Thomas More, à Bruxelles. Nous l'avons rencontré pour prolonger le sujet.

TRENDS-TENDANCES. En libéral pur et dur, vous affirmez que «l'Etat est un mal nécessaire, mais un mal dont on peut concevoir la disparition». En France, pourtant, l'Etat, ce n'est pas rien ! Les citoyens sont les premiers à s'en remettre à lui et même à évoquer spontanément son autorité dans divers domaines.

PASCAL SALIN. Il est vrai qu'en France, l'importance de l'Etat se manifeste non seulement au travers de critères simples, comme la fiscalité et la réglementation, mais aussi par l'intermédiaire des mentalités. Le réflexe est de recourir à l'Etat pour chaque problème. C'est un élément essentiel de ce qu'on appelle l'«exception française». Je suis frappé de constater, lorsque je voyage à l'étranger, à quel point mes interlocuteurs peinent à comprendre la France. Et, je dois l'avouer, je suis dans le même cas ! D'autant qu'il existe une divergence importante entre la manière dont les gens se comportent et celle dont ils raisonnent. D'un côté, ils aiment la liberté ; de l'autre, ils défendent l'Etat avec vigueur. Or, l'Etat, c'est naturellement la contrainte ! Voici un paradoxe étonnant.

La situation est d'autant plus étrange que la France a donné le jour à quelques-uns des plus grands penseurs libéraux, tels Say, Turgot et Bastiat, qui ont eu une grande influence dans le monde. Aux Etats-Unis, le manuel de Say fut la nourriture spirituelle de plusieurs générations. C'est Bastiat qui qualifiait l'Etat de «grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde». C'est tristement vrai en France.

CV EXPRESS

Pascal Salin

- ✓ Né le 16 mai 1939 à Paris
- ✓ Professeur d'économie à l'Université de Paris Dauphine, après avoir été assistant à 22 ans
- ✓ De 1994 à 1996 : président de la Société du Mont Pèlerin, fondée en 1947 par Friedrich von Hayek et mère des *think tanks* libéraux
- ✓ A été consultant, notamment, du service d'études du Fonds monétaire international (FMI), du gouvernement du Niger, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Harvard Institute for International Development
- ✓ Chroniqueur dans divers organes de presse, en particulier *Le Québécois Libre*
- ✓ Parmi ses nombreuses publications : *Une contribution à la théorie du revenu permanent* (en collaboration, PUF, 1965), *L'unité monétaire au profit de qui ?* (Economica, 1980, préface de Friedrich von Hayek), *L'arbitraire fiscal* (1985), *Libre-échange et protectionnisme* (1991), *Libéralisme* (2000)

Il semble en effet qu'en France tout particulièrement, la «droite politique» ne soit guère libérale sur le plan économique !

Dans un article du *Figaro* consacré à la loi anti-OPA, on pouvait récemment lire : «Le risque est donc grand que les entreprises se trouvent en réalité totalement désarmées par la seule volonté de leurs actionnaires.» N'est-ce pas extraordinaire ? L'entreprise peut-elle avoir un intérêt différent de celui de son propriétaire ? Le système éducatif très monopolisé n'est pas étranger à cette mentalité. La France est l'un des très rares pays développés où il soit interdit de créer une université privée : c'est le monopole absolu de l'Etat. Cela favorise la diffusion dominante d'une pensée largement étatique.

Je l'ai éprouvé tout au long de ma carrière : être un économiste libéral dans les universités françaises est extrêmement difficile. J'ai ainsi, voici deux ans, présidé le concours d'agrégation de sciences économiques pour le recrutement de professeurs d'université. Cela a fait scandale ! D'un côté, on éprouve donc un désir spontané de liberté ; de l'autre, on tient un discours étatique. Parce qu'on n'a jamais connu autre chose et qu'on n'a pas le courage de penser autrement.

Votre position très critique à l'égard de l'Etat est plus proche de celle des Américains, qui se méfient de manière atavique de Washington. Vous aggravez sérieusement votre cas...

De toute façon, dans l'opinion française, le libéralisme est clairement connoté anglo-saxon et récusé en tant que tel. Pourquoi cet antiaméricanisme virulent, qui n'est pas propre à la France mais qui y est plus marqué ? C'est sans doute le produit de l'histoire. On enseigne aux Français que leur pays a naguère rayonné sur le monde, en matière de langue comme d'idées. Ils supportent difficilement d'avoir perdu leur première place, ils en veulent à l'anglais d'avoir supplanté le français et aux Etats-Unis d'être devenus la première puissance. C'est dommage, car on pourrait tout aussi bien s'enorgueillir d'avoir montré la voie du libéralisme, et pas seulement dans la pensée : le monde des affaires a évolué dans un environnement très libéral au 19^e siècle, en particulier sous Napoléon III.

On ne peut tout de même pas mettre tout à plat pour repartir demain sur des bases purement libérales.

Loin de moi l'idée de démanteler du jour au lendemain un système institutionnel ! Cela ne peut être accompli dans l'agriculture, par exemple, même si je le souhaite. Ce qui est regrettable, c'est qu'on recule toujours, de sorte qu'on encourage les gens à maintenir un mode d'activité intenable à long terme. Arrive un jour où cette réalité s'impose et où l'adaptation est d'autant plus difficile. Il faudrait bien distinguer le processus de transition et le modèle de long terme, mais on ne le fait pas.

Votre libéralisme a parfois des accents inattendus. Lorsque vous affirmez qu'«un individu est propriétaire des fruits de son activité», on pourrait se demander si c'est du Salin ou du Marx...

Pourquoi donc Marx ?

Parce que cela pourrait être compris dans une logique collectiviste, celle qui permettrait au travailleur d'échapper à la logique de la propriété des moyens de production.

Je comprends le point de vue, mais attention : il s'agit de son activité individuelle et, surtout, intellectuelle. Ce qui est important dans ce qu'on appelle la «vie économique», ce n'est pas tant l'aspect matériel des choses que la présence de l'esprit humain. Il existe une fausse vision du

■■■
libéralisme selon laquelle la seule chose qui intéresserait un libéral est la richesse matérielle, autrement dit l'argent. L'erreur est sans doute entretenue à dessein par les non-libéraux. Je leur retourne le compliment : ce sont les marxistes et socialistes qui s'intéressent aux richesses matérielles en prélevant des impôts, répartissant la richesse, etc. Ils oublient la dimension humaine des choses. Pour un libéral véritable, ce qui est important, c'est l'esprit humain et ce qu'il est capable de créer. La richesse matérielle n'en est qu'une conséquence éventuelle. Un des ouvrages essentiels de Richard von Mises, figure de proue de l'école libérale autrichienne avec Friedrich von Hayek, a pour titre *L'action humaine*. Son raisonnement de base : être libre — ne pas être esclave — c'est être propriétaire de son corps et de son esprit. Or, si l'on est propriétaire de son esprit, on l'est automatiquement de ce que son esprit a créé. Voilà ce que veut dire «être propriétaire des fruits de son activité», et c'est pour moi le fondement du libéralisme.

Cette approche très philosophique et très abstraite rend le libéralisme difficile à faire comprendre...

C'est tristement vrai. Le public comprend plus facilement la notion de libéralisation, par exemple lorsqu'il s'agit d'ouvrir les frontières ou d'assouplir les réglementations, et surtout lorsqu'il en perçoit les fruits. La plupart des gens comprennent beaucoup moins facilement le fonctionnement d'une société d'hommes libres, parce qu'elle suppose des inconnues et une grande diversité.

Sur le terrain des OPA et du patriotisme économique qui fait régulièrement l'actualité, ne peut-on objecter à la liberté totale le fait que l'entreprise prédatrice a peut-être bénéficié de circonstances anormalement plus favorables que sa proie ? Et qu'il faut donc corriger le jeu si les dés sont pipés ?

On touche là un thème populaire en Europe. Cela ap-

pelle une remarque préalable : qu'est-ce que le patriotisme et, avant cela, qu'est-ce qu'une nation ? Elle est pour moi un ensemble de sentiments d'appartenance à une tradition, à une histoire, à une aire culturelle, etc. Sentiments assez variables d'un individu à un autre. Or, le sens de ce mot a aujourd'hui changé : l'Etat a en quelque sorte nationalisé la nation en prétendant en être *le* défenseur. C'est absurde et inadmissible, puisque c'est une question de sentiments person-



Le libéralisme est la seule idéologie réaliste. Elle repose sur une vision correcte de la société humaine dans sa diversité.

nels. On en arrive à cette notion d'intérêt économique national, tout aussi absurde, que l'Etat prétend prendre en main. Il n'existe en réalité que des intérêts particuliers qui entrent en contact les uns avec les autres.

Pour en revenir aux OPA, c'est le débat de l'harmonisation et de la concurrence. Il faut harmoniser l'Europe, dit-on, notamment dans le domaine de la législation et de la fiscalité. Pourquoi ? Parce que la concurrence ne peut jouer équitablement si les acteurs ne se situent pas dans les mêmes conditions. Pourtant, la diversité est la caractéristique fondamentale de l'être humain. Nous nous situons tous dans un environnement différent de celui des autres.

Prenons les producteurs de tomates. Ceux du sud de l'Europe bénéficient d'un ensoleillement généreux, alors que ceux du nord font pousser leurs tomates dans des serres, avec l'aide d'un gaz naturel abondant. Tous parviennent pourtant à être présents sur le marché et à se concurrencer. Si l'on refuse la diversité des environnements, on devrait obliger les producteurs du sud à masquer le soleil, ce qui serait évidemment stupide.

Or, je ne vois pas de différence entre l'harmonisation des conditions d'ensoleillement et celle des conditions fiscales et réglementaires et, pourquoi pas, des conditions d'éducation et de traditions. En réalité, c'est parce que les êtres humains sont différents qu'ils échangent, ce qui est fondamental dans une société. Ne cherchons pas à harmoniser à tout prix et cessons de croire que les dés sont pipés parce que les environnements sont différents. Le libéralisme est la seule idéologie — un mot à comprendre en ce qu'il contient le mot «idée» — réaliste, qui repose sur une vision correcte de la société humaine dans sa diversité.

Quant au patriotisme économique, il s'apparente à du protectionnisme. Et le protectionnisme ne saurait protéger un intérêt national, puisque celui-ci n'existe pas. Il défend donc en réalité des intérêts particuliers. Que penser d'une OPA lancée par un groupe étranger sur une entreprise nationale ? Si les actionnaires de cette dernière acceptent, c'est qu'ils y trouvent un avantage, au même titre que l'offrant.

Quel argument avancer pour leur interdire de réaliser cet échange, d'actions en l'occurrence ? Il n'y en a pas ! Exactement comme il n'existe pas d'OPA hostile : elle est par la force des choses amicale à l'égard des actionnaires, c'est-à-dire des propriétaires.

Vous avez récemment illustré votre vision non matérialiste du libéralisme en défendant les Himbas de Namibie, dont le territoire ancestral est menacé par la construction d'un barrage. Eux, premiers occupants et donc propriétaires des lieux, sont les seuls à pouvoir en décider, affirmez-vous.

J'ai trouvé tragique l'arrogance du représentant de l'Etat, qui méprisait la vie profonde de ces Himbas, en particulier l'importance qu'ils accordent au cimetière de leurs ancêtres. Il fallait souligner l'importance du droit de propriété, précisément dans ce qu'il a ici d'immatériel. Un ingénieur ou un économiste mesurera la rationalité du barrage en fonction de son apport au revenu national.

Mais cette notion n'a pas de sens : en raisonnant ainsi, on sous-entend que les ressources appartiennent à la nation. Or, elles appartiennent d'abord aux individus, qui en font ce qu'ils veulent. Que faut-il faire ? D'abord, reconnaître le droit de propriété aux Himbas. Ensuite, discuter. On peut leur proposer une somme d'argent pour

leur acheter le terrain, mais c'est leur droit de refuser si cela ne les intéresse pas !

Un vrai libéral est donc un défenseur des peuples premiers. Etes-vous membre d'ICRA ou Survival, ces deux organismes qui les défendent ?

Non, mais j'ai récemment écrit au président du Botswana pour défendre les Himbas. Les droits de ces peuples doivent être reconnus, y compris leur droit de propriété. Cela ne signifie pas pour autant qu'on ne puisse pas démembrer ou interpréter ce droit, comme on le fait chez nous. On peut imaginer qu'une tribu se voie reconnaître un droit de propriété sur son territoire de chasse, mais pas nécessairement sur l'espace qui y mène, par exemple.

Quel regard le libéral porte-t-il sur les ressources naturelles ? Quelle valeur donner au baril de pétrole ou au mètre cube d'eau, si l'on prend en considération à la fois son coût de revient et sa possible rareté dans l'avenir ?

On ne peut parler du prix du pétrole ou de l'eau de manière générale, mais bien du mètre cube qui se trouve à tel endroit, à tel moment et pour tel usage. Il me paraît dangereux d'évoquer un bien en tant que patrimoine de l'humanité. Cela signifie qu'il est disponible pour tout le monde. Chacun est donc intéressé à l'exploiter au maximum et non à le renouveler.

Prenons l'exemple de la forêt amazonienne, sujet d'une énorme ambiguïté. Le discours classique est : les méchants capitalistes la détruisent parce qu'ils sont mus par la recherche du profit. Ce qu'on oublie de signaler, c'est que cette forêt appartient à l'Etat brésilien et non aux capitalistes en question ! C'est l'Etat qui octroie des droits de concession. Résultat : les exploitants coupent et s'en vont. Si la forêt amazonienne était privée, ces propriétaires replanteraient pour sauvegarder leur patrimoine.

C'est l'un des drames de l'Afrique, où l'on considère que la forêt appartient à tout le monde. Chacun se sert et personne ne replante, puisque cela profitera inévitablement à un autre.

L'être humain ne travaille souvent que dans son intérêt...

Et c'est légitime ! Cela n'empêche d'ailleurs pas l'altruisme. L'histoire abonde de mécènes et de bienfaiteurs. Chacun est libre d'être égoïste ou altruiste, de choisir le mélange des deux qui lui convient. On ne peut qu'être frappé par l'importance de la générosité privée dans des pays libéraux comme les Etats-Unis. On l'a un peu oublié en Europe, à cause de l'Etat providence. On y devient égoïste, parce que c'est à l'Etat de s'en occuper et qu'on paie suffisamment d'impôts pour cela... L'Etat détruit tout, même les sentiments altruistes. C'est dramatique.

Le libéralisme ne serait-il donc synonyme ni de «droite économique» ni de capitalisme sauvage ?

Le libéralisme est à l'opposé de la droite conservatrice ou réactionnaire. Je m'en sens très éloigné. Je suis beaucoup plus proche de ceux qui défendent les droits de l'homme, fussent-ils anarchisants. Il n'est pas question de défendre les privilèges ni les rentes de situation. Dans ses *Soirées de la rue Saint-Lazare* (Ndlr, ouvrage publié en 1849), votre compatriote Gustave de Molinari met en présence un socialiste, un conservateur et un économiste (mot alors synonyme de «libéral»). Les deux premiers sont généralement d'accord parce qu'ils veulent construire la société à leur guise, tandis que le troisième est presque toujours en désaccord avec eux. Ce n'est pas pour rien que l'auteur a été qualifié d'anarcho-capitaliste : le libéral est un anarchiste qui défend la propriété !

Propos recueillis par Guy Legrand ■